

**Arrêté préfectoral n° 2025-DCAT-BEPE- 295**

**du 28 AOÛT 2025**

**mettant en demeure la société Cyclamen SAS, dont le siège social est situé  
101 traverse de l'Escoutaire à Clapiers (34830)  
de respecter les prescriptions applicables aux activités de la société Cyclamen SAS, exploitée  
RD662 Lieu-dit Bannstein à Eguelshardt (57230)**

**Le préfet de la Moselle,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement et notamment les dispositions de l'article L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n°2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature de M. Richard Smith secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 autorisant la société Cyclamen SAS à exploiter sur le territoire de la commune d'Éguelshardt une installation de tri de métaux ;
- Vu** la déclaration (récépissé n°A-9-J35BJ7SB7) d'une installation de tri de métaux pour une superficie de 999 m<sup>2</sup> déposée le 27 septembre 2019 ;

- Vu** la demande d'enregistrement de l'extension d'une installation de tri de métaux pour une superficie totale de 4 570 m<sup>2</sup> déposée le 4 septembre 2020, et complétée par les courriers de la société Cyclamen des 14 décembre et 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
- Vu** le rapport du 18 août 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** la transmission du rapport précité à l'exploitant l'informant des suites réservées à l'inspection qui s'est déroulée le 22 juillet 2025 ;

**Considérant** les signalements adressés au préfet de la Moselle, datés du 28 juin 2025 portant sur l'émission anormale de poussières et de nuisances sonores liées aux activités de la société Cyclamen ;

**Considérant** que le chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 autorisant la société Cyclamen SAS à exploiter sur le territoire de la commune d'Éguelshardt une installation de tri de métaux prescrit que *« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complété par courriers des 14 décembre 2020 et 1er avril 2021. »* ;

**Considérant** que le dossier d'enregistrement indique notamment que :

- *« Les activités de tri et de transformation des métaux auront lieu à l'intérieur des bâtiments, portes fermées »* ;
- *« À l'extérieur du bâtiment, il n'y aura donc aucun stockage de matières entrantes ou de déchets, hormis le stockage des déchets inertes dans les alvéoles couvertes et fermées. »* ;
- *« La réception des matières entrantes (5 camions par jour) [...], auront lieu à l'intérieur du bâtiment de Cyclamen-Éguelshardt dont les portes seront maintenues fermées en permanence. »* ;
- *« Concernant les émissions atmosphériques [...] les points de rejets canalisés de Cyclamen-Éguelshardt, au nombre de trois, seront équipés de filtres à manches adaptés aux produits de type pulvérulents avec des concentrations au rejet très largement inférieures aux valeurs seuil réglementaires. »* ;

**Considérant** que lors de la visite inopinée du 22 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté les non-conformités suivantes :

- la modification des systèmes de filtration d'air avec notamment 2 points de rejet des émissions atmosphériques au lieu des 3 prévus dans le dossier d'enregistrement ;
- des stockages de matières entrantes, intermédiaires ou finales dans des Grands Récipients pour Vrac Souple (GRVS), parfois déchirés, ou en vrac à l'extérieur du bâtiment, à même le sol et/ou sans protection vis-à-vis des eaux météoriques ;
- des lanterneaux ouverts sur la toiture, générant des émissions diffuses ;
- l'absence de consignes relatives à des opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution ;

**Considérant** que l'exploitant confirme la présence de 3 rejets atmosphériques dans son porter à connaissance du 7 mai 2024 ;

**Considérant** les observations apportées par l'exploitant dans son courrier du 23 août 2025, par lequel il indique notamment que :

- les ouvertures de l'extension du bâtiment sont désormais équipées de portes ;
- les lanterneaux du toit sont fermés ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société Cyclamen SAS exploitant le site sis RD662 Lieu-dit Bannstein à Éguelshardt (57230) est mise en demeure de revenir à la conformité dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté aux prescriptions ci-dessous :

- article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 relatif à la conformité des conditions d'exploitation prévues au dossier de demande d'enregistrement ;
  - . stockages de matières et déchets en extérieur non autorisés ;
  - . nombre de points de rejets atmosphériques ;
  - . nombre de zones de chargement extérieures ;
- article 12 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (consignes).

### **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

#### **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Cyclamen et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarreguemines et au maire de Éguelshardt.

Pour le préfet,  
Le secrétaire-général,



Richard Smith